



Valeurs mobilières Banque Laurentienne
**RECHERCHE ÉCONOMIQUE
ET STRATÉGIE**

L'Observateur provincial – février 2018

Dans cette édition de *l'Observateur provincial*, nous partageons nos principales réflexions pour chaque province en trois points: 1-la situation économique en général; 2-les conditions du marché immobilier résidentiel; 3-les éléments à surveiller au niveau des finances publiques à l'aube d'une nouvelle saison budgétaire. Nos prévisions détaillées pour 2018 et 2019 sont disponibles aux pages 11 et 12. Même si l'élan économique est généralement bien répandu d'un océan à l'autre, le degré d'incertitude entourant nos perspectives demeure élevé en raison des inquiétudes concernant la politique commerciale des États-Unis. Nos prévisions sont basées sur un prolongement de l'ALÉNA et des négociations en cours.

Sébastien Lavoie | Économiste en chef
514 350-2931 | lavoies@vmbi.ca

Hugo Lacasse | Analyste
514 350-3006 | lacasseh@vmbi.ca

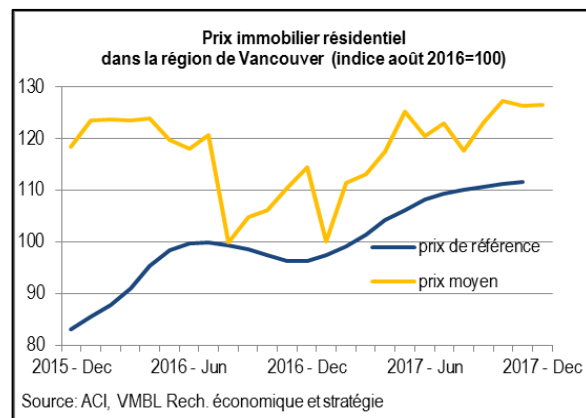
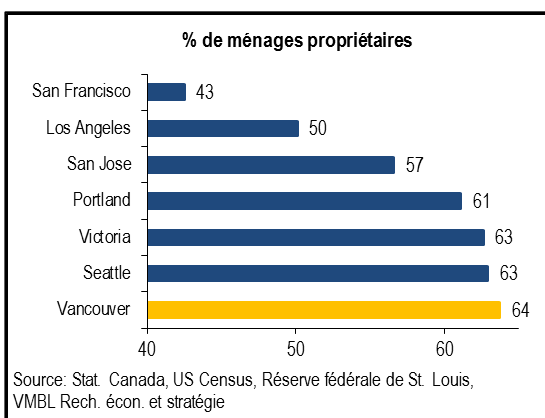
Perspectives économiques - Canada					
Var. en % de la moyenne annuelle (sauf indication contraire)					
	2015	2016	2017	2018	2019
PIB réel	1.0	1.4	2.9	2.1	1.8
PIB nominal	0.2	2.0	5.1	4.1	3.7
Emploi	0.9	0.7	1.9	1.4	0.8
Taux chômage (%)	6.9	7.0	6.3	5.9	5.8
IPC	1.1	1.4	1.6	1.8	1.8
Ventes au détail	2.6	5.1	6.7	4.6	4.3
Mises en chantier (k unités)	196	198	221	202	194
Transactions - revente (k unités)	504	536	514	517	527

Colombie-Britannique: De nouvelles mesures à venir pour les marchés de la propriété et locatif

Économie: L'accélération de la croissance économique au Japon, en Chine et aux États-Unis ont fait bondir la valeur des exportations internationales de la Colombie-Britannique de 13% en 2017. Les secteurs très dynamiques du tourisme et des technologies ont contribué à la meilleure création d'emplois dans l'histoire de la province. 86 000 postes ont été ajoutés, en 2017, après les 71 000 autres de 2016. Deux emplois créés sur trois sont localisés dans la région de Vancouver. Le taux de chômage avoisine 4,0% à Vancouver et se situe légèrement sous la barre des 5,0% dans l'ensemble de la province. La rareté de la main-d'œuvre s'avère une contrainte plus importante pour les PME en C.-B. que toute autre province. Ainsi, nous prévoyons que la croissance annuelle du PIB réel tombera sous la barre des 3% pour la première fois en cinq ans, en 2018.

Marché immobilier: Les logements locatifs disponibles dont le montant du loyer est raisonnable sont rares. La demande de condos pour devenir propriétaire demeure vigoureuse même si les prix atteignent des sommets. L'absorption est au rendez-vous, mais la construction a aussi atteint des sommets en 2016 et 2017. Par conséquent, les unités de condos neuves et invendues demeurent légèrement au-dessus de sa tendance historique. Il est difficile de prévoir avec exactitude le dynamisme du marché immobilier en 2018. Le gouvernement NPD de la C.-B. annoncera, lors du dépôt du budget 2018 le 20 février prochain, de nouvelles mesures pour rehausser l'offre de logements et réduire la demande pour la propriété. Une possible politique est l'instauration d'une taxe ciblant les propriétaires qui laissent leur logement vacant. Une autre mesure miroitée est l'octroi d'une nouvelle subvention annuelle de 400\$ pour inciter les ménages à louer plutôt qu'acheter. Le pourcentage de ménages propriétaires à Vancouver est particulièrement élevé par rapport à d'autres villes de la côte ouest américaine. Bref, l'imposition d'une taxe immobilière de 15% aux acheteurs étrangers, depuis août 2016, ne s'est pas avérée suffisante.

Finances publiques: En décembre dernier, le gouvernement de la C.-B. a décidé de poursuivre la construction du barrage hydroélectrique site C. Malgré les dépassements de coûts, l'arrêt complet du projet aurait engendré une hausse de 4G\$ de la dette de la province estimée à 45G\$. Cela aurait pu détériorer la cote de crédit AAA de la province. Une autre inquiétude provient de l'assureur automobile public ICBC qui prévoit une perte gargantuesque de 1,3G\$ pour l'année financière 2017-2018. Les primes d'assurance payées par les automobilistes ne sont pas suffisantes pour couvrir la hausse des réclamations. Il reste à voir si les primes d'assurances augmenteront pour assurer la viabilité financière d'ICBC, un risque pour l'inflation, ou si le tout se traduirait par un gonflement de la dette publique. Finalement, le budget 2018 pourrait confirmer la mise en place d'un nouveau service de garde moins coûteux pour les familles. Cette mesure vise à renforcer la participation des britannico-colombiens sur le marché du travail, une excellente nouvelle à long terme. Par contre, les investisseurs sur le marché obligataire porteront une attention particulière afin de déterminer si la mise en place de ce programme pourra se faire sans détériorer le faible et stable ratio de la dette nette au PIB nominal de la Province (16%).

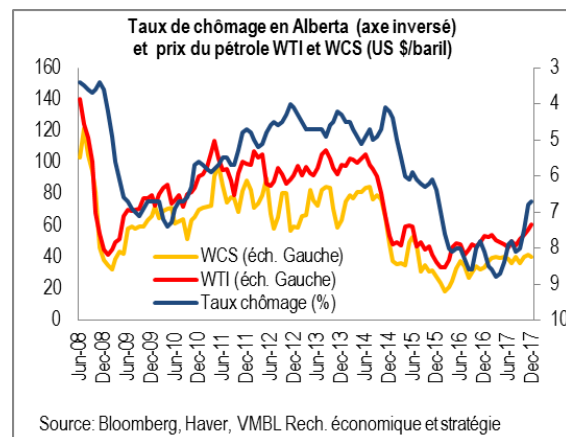
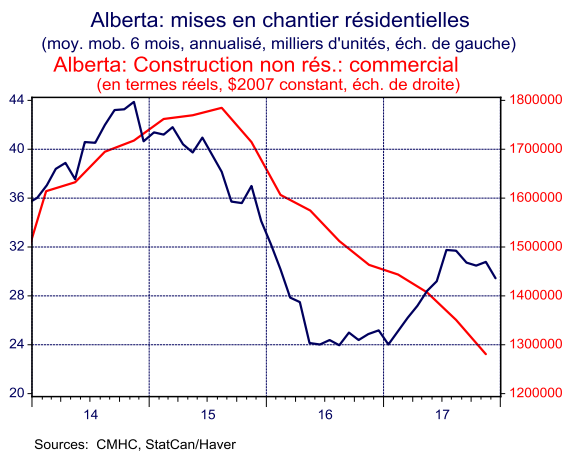


Alberta: Un air de reprise, mais un environnement qui est loin d'être parfait

Économie: La consolidation du marché mondial du pétrole a remis l'économie albertaine sur les rails. L'emploi rebondit dans les secteurs cycliques où les postes avaient été abolis en 2015 et 2016. Par exemple, les secteurs de la construction et manufacturier qui sont d'une importance cruciale pour le secteur pétrolier, reprennent du souffle. L'emploi à temps plein dans l'ensemble de la province devrait dépasser, en 2018, le précédent sommet atteint au début de 2015. La meilleure situation du marché du travail améliore le profil migratoire. Le flux net sortant de résidents Albertains vers d'autres provinces semble avoir pris fin après deux ans. Somme toute, après une croissance du PIB réel estimée à 4,1% en 2017, une expansion de 2,7% est prévue en 2018. Il s'agit d'un profil de reprise modeste, considérant le recul annuel marqué de 3,7% de l'activité économique en 2015 et 2016.

Marché immobilier: Au niveau du secteur commercial, l'excès d'offre continue de plomber la construction. Par contre, l'amélioration des conditions économiques raffermit la construction résidentielle. Les mises en chantier ne devront idéalement pas dépasser la barre des 30 000 unités en 2018, puisque l'inventaire de condos neufs invendus et non absorbés n'a pas cessé d'augmenter. Finalement, notons le léger repli du taux d'inoccupation sur le marché locatif à Calgary, mais pas à Edmonton.

Finances publiques: Le prix du pétrole brut WTI dépasse 60\$ US le baril actuellement, supérieur au prix de 59\$ US le baril prévu dans le budget de 2017 pour l'année financière à venir 2018-2019. Par contre, les producteurs de pétrole albertaines font face à des vents de face nuisibles aux rentrées de recettes fiscales. Tout d'abord, l'appréciation du huard nuit aux producteurs qui vendent le pétrole en dollars américains. Deuxièmement, l'écart entre le Western Canada Select WCS, prix de référence du pétrole brut lourd canadien, et le pétrole américain WTI s'est élargi fin 2017 en raison d'un déversement dans le Dakota du Sud qui a mené à la fermeture temporaire de l'oléoduc Keystone. Également, il est de plus en plus question d'un possible délai dans la réalisation de l'oléoduc Trans Mountain entre l'Alberta et la Colombie-Britannique en ce début d'année 2018. Or, la rapidité avec laquelle les nouveaux tronçons d'oléoducs seront construits contribuera à la diminution de l'écart WTI-WCS à moyen terme et par le fait même à la réduction du déficit budgétaire estimé à 10,3G\$ pour l'année financière 2017-2018.



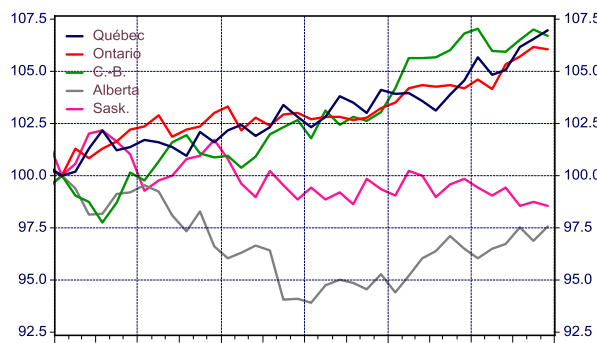
Saskatchewan: La hausse des prix du pétrole et de la potasse appuie le redressement économique

Économie: L'impact du choc pétrolier sur le repli de l'activité économique en Saskatchewan a été moins sévère que l'Alberta. Ainsi, il n'est pas surprenant de constater que la reprise en cours est plus modeste. En ce début d'année 2018, l'économie de la Saskatchewan repose sur des assises plus solides qu'il y a un an. En plus de la consolidation du marché mondial du pétrole, l'accélération de la demande mondiale, en particulier en Asie, a permis au prix de la potasse de bondir au cours de la dernière année. Le raffermissement du prix de ces matières premières n'est toutefois pas suffisant pour créer un cercle vertueux de croissance généralisé à ce stade-ci. À la fin de 2017, la construction non résidentielle poursuivait sa perte de vitesse. L'emploi a progressé lors des deux derniers mois incluant janvier 2018, mais a stagné pour l'ensemble de 2017. Après la sécheresse de 2017, un retour de conditions météorologiques normales favoriserait un rebond des récoltes dans le secteur de l'agriculture cette année.

Marché immobilier: Le marché immobilier de la revente nous paraît encore à l'avantage des acheteurs. Malgré une baisse des inventaires à la fin de 2017, les prix fléchissaient quelque peu. Nous prévoyons que le niveau des mises en chantier restera stable, en 2018, légèrement sous la barre des 5 000 unités. Sur le marché locatif, les taux d'inoccupation à Saskatoon (9,6%) et Regina (7,0%) restent près de leur sommet historique respectif.

Finances publiques: La hausse du prix des matières premières contribuera à la réduction graduelle du déficit annoncé dans la mise à jour budgétaire de l'automne 2017. À la fin janvier, Scott Moe a remporté la course à la chefferie du Parti saskatchewanais pour remplacer l'ancien premier ministre Brad Wall. Scott Moe planifie la poursuite des nombreuses mesures annoncées dans le budget 2017 afin d'éliminer le déficit en 2019.

Emploi à temps plein (indice 100=janvier 2015)



Source: Statistics Canada/Haver Analytics

Transactions sur le marché de la revente (indice 100=2015T1)



Source: The Canadian Real Estate Association/Haver Analytics

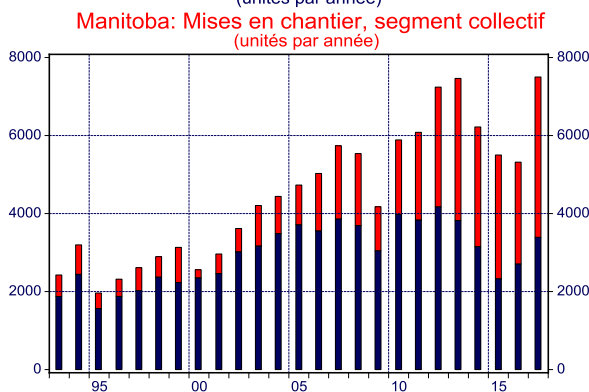
Manitoba: L'économie récolte les fruits de sa diversité sectorielle

Économie: Contrairement à la Saskatchewan où la production agricole a été sévèrement affectée par la sécheresse, le secteur de l'agriculture du Manitoba a connu une meilleure année 2017. La plus grande usine de production de protéines de pois dans le monde est en phase de construction dans le sud-ouest de la province. Également, des projets d'aménagements et de développements commerciaux, résidentiels et de bureaux vont bon train à Winnipeg. Entre autres, l'activité dans le secteur de la construction non résidentielle augmente à un rythme annuel supérieur à 10%. De plus, la diversification des exportations se poursuit. Les exportations aux États-Unis ont diminué légèrement pour une deuxième année (-2%), en 2017, et ont bondi vers les autres pays (+13%). Cette activité économique répandue contribue à l'amélioration des conditions du marché du travail. La création d'emplois à temps plein de 1,8% enregistrée en 2017 a été l'une des meilleures dans le cycle d'affaires actuel, contribuant à la progression de 10% des ventes de véhicules automobiles.

Marché immobilier: 2017 a été marqué par un retour en force de la construction domiciliaire. Après plusieurs années consécutives en déclin, les mises en chantier ont bondi de 50% en 2017 pour atteindre un sommet historique de 7 600 unités. La construction dans le segment des logements collectifs (condos, en rangée, locatif) est maintenant plus importante que la construction de maisons individuelles. Toutefois, la hausse des inventaires de logements neufs et les nombreuses inscriptions sur le marché de la revente laissent entrevoir une accalmie du rythme de construction, en 2018.

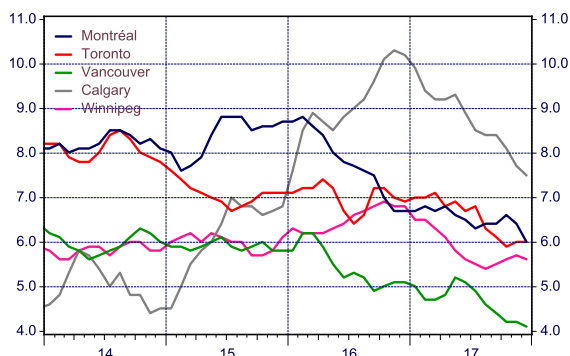
Finances publiques: La mise à jour fiscale publiée en décembre dernier contenait de bonnes nouvelles pour les investisseurs. Les revenus et dépenses budgétaires étaient tous les deux légèrement sous les attentes, de sorte que le déficit prévu pour l'année financière 2017-2018 reste inchangé à 789M\$. Néanmoins, la situation des finances publiques de la Province n'est pas parfaite. Les difficultés financières de Manitoba Hydro continue de faire les manchettes. Manitoba Hydro a demandé à l'organisme parapublic *Public Utilities Board* de lui accorder une hausse de 7,9% sur les tarifs d'électricité résidentiels et corporatifs à partir du premier avril prochain. Il s'agit d'un risque à la hausse pour notre prévision d'inflation, en plus de créer une inquiétude pour la compétitivité des entreprises. Rappelons que la dette de Manitoba Hydro a gonflé de 1,9G\$ en 2017 pour atteindre 16,1G\$ en raison de coûts supplémentaires en lien avec le projet de centrale hydroélectrique Keeyask. Il sera primordial de suivre les prochains développements dans ce dossier, compte tenu que la dette de Manitoba Hydro est garantie par la Province.

Manitoba: Mises en chantier, maisons individuelles
(unités par année)



Source: Canada Mortgage and Housing Corporation/Haver Analytics

Taux de chômage



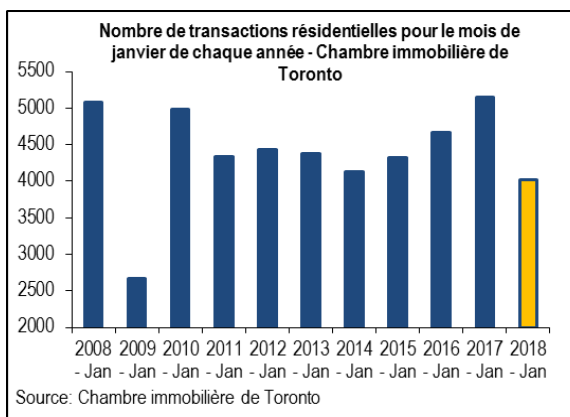
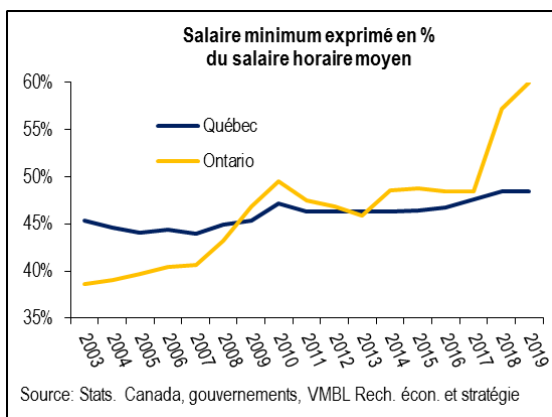
Source: Statistics Canada/Haver Analytics

Ontario : ALÉNA, hausse du salaire minimum et mesures restrictives pour l'immobilier

Économie: L'expansion économique a été généralement vigoureuse pour la plupart du temps en 2017. Certains acteurs œuvrant dans le secteur de l'automobile en Ontario ont exprimé de nouvelles inquiétudes face au nouvel Accord de partenariat transpacifique, en particulier en raison d'une possible perte de compétitivité par rapport aux producteurs de pièces automobiles de l'Asie. De plus, l'incertitude entourant l'ALÉNA persiste. Washington veut remodeler les règles sur l'origine des pièces d'automobiles, soit de rehausser le contenu total nord-américain et en provenance des États-Unis. Au début de 2018, le Canada a proposé d'inclure la recherche et le développement dans ce calcul proposé par Washington. Un autre dossier qui retient l'attention est le passage du salaire minimum de 11,60\$ à 14\$ l'heure le 1^{er} janvier dernier. Le salaire minimum augmentera à 15\$ l'heure en janvier 2019, soit plus de la moitié du salaire moyen. La hausse du salaire minimum mènera à une vigoureuse croissance du revenu nominal des ménages. Par contre, quelques entreprises pourraient s'ajuster avec une augmentation des prix de détail, une accélération du processus d'automatisation et une réduction des heures de travail. Nous prévoyons également une création d'emplois plus modeste en 2018 et 2019 par rapport à 2017 en raison de ce coût supplémentaire aux entreprises. La confiance des PME s'est affaiblie depuis le printemps 2017. L'indice de confiance des PME de la FCEI se situe à l'un des plus faibles niveaux dans le cycle d'affaires actuel. Nous prévoyons que la croissance annuelle du PIB réel ne sera pas en mesure de dépasser la barre de 2,5% en 2018, une première en cinq ans.

Marché immobilier: Le marché immobilier résidentiel du grand Toronto s'était redressé vigoureusement en deuxième moitié de 2017, avant que le nouveau test d'admissibilité pour les emprunteurs sur le marché hypothécaire non assuré mène à un nouveau repli de l'activité. Le volume de transactions résidentielles sur le marché de la revente en décembre dernier était 50% plus élevé qu'en juillet et seulement 10% inférieur qu'en mars 2017 avant que le gouvernement provincial impose des mesures restrictives en avril. La progression soutenue de la création d'emplois laisse entrevoir une année 2018 respectable en ce qui a trait à la construction de nouvelles habitations et aux transactions sur le marché de la revente. Toutefois, la hausse des taux d'intérêt et le nouveau test d'admissibilité pour les acheteurs potentiels sur le marché hypothécaire non assuré feront en sorte que le niveau d'activité restera en dessous du sommet d'activité atteint en 2016. En janvier 2018, la chambre immobilière de la région du grand Toronto soulignait que le nombre total de transactions résidentielles a chuté de 22% par rapport à janvier 2017 pour atteindre son plus faible niveau pour un mois de janvier depuis 2009. Les ajustements envisageables de la part des emprunteurs au cours de 2018 sont le prolongement de la période d'amortissement et l'achat d'une propriété moins dispendieuse. Finalement, la surchauffe devrait s'intensifier sur le marché locatif.

Finances publiques: L'élan économique soutenu et l'équilibre budgétaire permettront au ratio de la dette nette au PIB nominal de poursuivre sa tendance baissière. Estimé à 37,3% à la fin de l'année financière 2017-2018, le gouvernement ontarien vise un ratio dette nette/PIB nominal de 35% en 2023-2024. Il s'agit d'une cible intérimaire moins ambitieuse que celle du Québec. Les investisseurs œuvrant sur le marché obligataire analyseront le budget préélectoral qui sera déposé cet hiver ou ce printemps, avant les élections générales qui se tiendront le 7 juin.

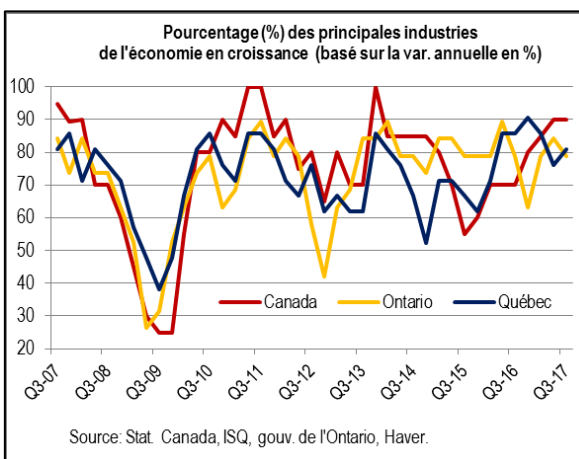
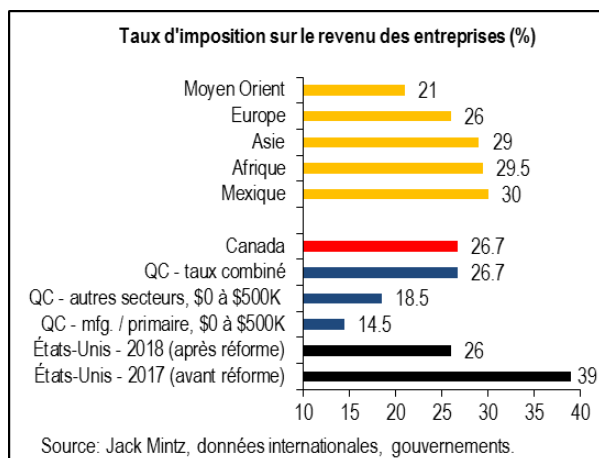


Québec : Croissance économique exceptionnelle en 2017, difficile de faire mieux en 2018-2019

Économie: Un redressement de l'investissement des entreprises en machinerie et matériel renchérit l'élan économique déjà soutenu entre autres par les dépenses des ménages depuis 2015. La croissance économique en 2017 a été vigoureuse et répandue au point de nous amener à réviser à la hausse nos projections pour 2018. Après une progression extraordinaire de 3,0% du PIB réel en 2017, nous prévoyons un rythme d'expansion vigoureux de 2,2%, cette année. Cette légère perte de vitesse s'explique entre autres par la difficulté accrue des entreprises à trouver de la main-d'œuvre comme en témoigne le taux de chômage historiquement bas (5,4% en janvier 2018) et la forte progression des postes affichés et vacants (plus de 50 000). Également, une accumulation inhabituellement élevée des stocks de l'an dernier risque fort bien d'atténuer l'élan de la production industrielle cette année.

Marché immobilier: La concentration de la création d'emplois dans la région de Montréal améliore l'absorption d'unités neuves sur le marché de condos et réduit le taux d'inoccupation dans le marché locatif. Par contre, nous percevons encore une offre très abondante pour les marchés du condo en propriété et locatif dans la région de Québec. Le nombre de mises en chantier dans l'ensemble de la province devrait dépasser la barre des 40 000 unités pour une deuxième année consécutive, en 2018, ce qui marquerait la période la plus dynamique de construction résidentielle depuis 2011 et 2012.

Finances publiques: Le revenu réel des ménages s'améliore nettement depuis deux ans en raison d'une amélioration soutenue du revenu de travail et d'un faible taux d'inflation. Cet élan se poursuivra, en 2018, grâce aux baisses d'impôts pour les particuliers annoncées par le gouvernement provincial en novembre dernier. Le gouvernement provincial avait alors mentionné son intention d'offrir un possible allègement fiscal aux entreprises en 2018. Passer de la parole aux actes serait approprié puisque les entreprises québécoises et canadiennes ont vu disparaître leur avantage fiscal suite au passage de la réforme de la taxation aux États-Unis, en ce qui a trait entre autres au taux d'imposition sur le revenu des entreprises et à la vitesse de dépréciation possible des nouveaux investissements en capital physique.

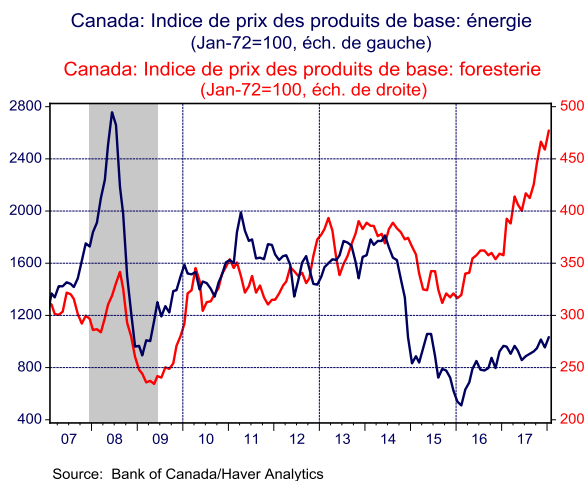


Nouveau Brunswick : L'amélioration des conditions économiques se poursuit

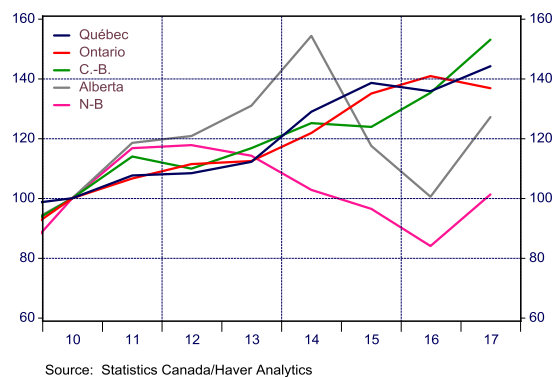
Économie: L'économie du Nouveau Brunswick est l'une des plus vulnérables à l'incertitude entourant la politique commerciale américaine: 90% des exportations de la province sont destinées aux États-Unis. Malgré les droits compensatoires et antidumping punitifs imposés par Washington sur le bois d'œuvre canadien, le secteur de la foresterie profite de la vigueur provenant du marché de l'habitation américain et de la hausse des prix du bois d'œuvre. L'économie de la province a été en mesure de continuer sa progression en 2017 après la longue disette lors des années 2010 à 2014. Soutenue par une hausse des exportations agroalimentaires, une croissance vigoureuse des expéditions manufacturières et une vibrante industrie touristique, nous prévoyons que la croissance annuelle du PIB réel se maintiendra au-dessus de la barre de 1,0% en 2018.

Marché immobilier: La création d'emplois observée en 2017 (+1 400, ou 0,4%) a été la plus vigoureuse depuis la crise financière mondiale. Le niveau des mises en chantier a bondi de 24% en 2017, mais demeure bas et près de son plus faible niveau en quatre décennies. Le nombre de transactions sur le marché de la revente est également proche du sommet de tous les temps.

Finances publiques: Le budget 2018 dévoilé fin janvier prévoit un déficit gérable de 189M\$ pour l'année financière 2018-2019, soit 200M\$ de moins que le déficit enregistré en 2014-2015. Ce déficit prévu est néanmoins supérieur à celui de l'an dernier (de 115M\$). Le gouvernement provincial a annoncé des mesures ciblées pour améliorer la compétitivité des entreprises, rehausser l'emploi chez les jeunes et fournir des soins de santé additionnels chez les personnes âgées. Ainsi, le retour à l'équilibre budgétaire a été repoussé d'un an, en 2021-2022.



Exportations de marchandises (indice 2010=100)

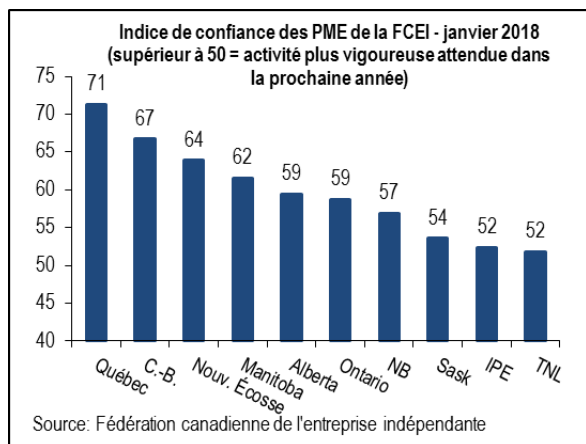


Nouvelle-Écosse: Une embellie économique et budgétaire soutenable

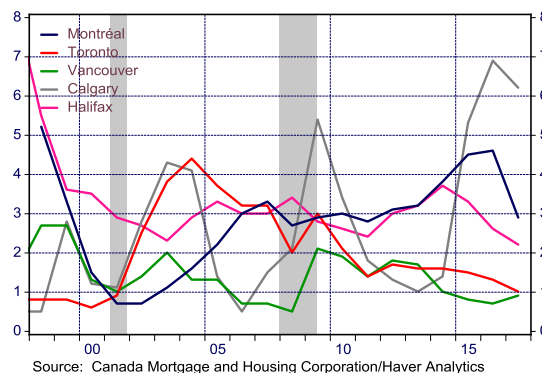
Économie: 2017 a été une année respectable sur le plan économique. Les exportations agroalimentaires vers la Chine et le Japon ont compensé pour la faiblesse des exportations manufacturières vers les États-Unis. De plus, la création d'emplois a été au rendez-vous pour la première fois depuis 2012. Toutefois, il y a une nette concentration de l'embauche dans des postes à temps partiel qui sont également moins bien rémunérés que le taux horaire moyen de 17\$. Un projet qui retient l'attention est le début de la phase de construction d'une plateforme de lancement de satellites dans l'est de la province, au coût de 100M\$. La diversité industrielle et les projets d'investissements multiples permettent à la Nouvelle-Écosse de se classer au troisième rang des provinces en ce qui a trait à la confiance des PME selon le sondage de la FCEI. Finalement, il y a un risque à la hausse entourant notre scénario de base pour la Nouvelle-Écosse: le possible développement d'une vaste plateforme pour transporter du gaz naturel liquéfié à partir de Goldboro. Des approbations gouvernementales entourant les enjeux environnementaux et le permis de construction sont attendues au cours de l'année 2018.

Marché immobilier: Les trois quarts des transactions résidentielles sur le marché de la revente ont lieu à Halifax, stimulées par l'emploi, la migration interrégionale et l'immigration internationale. Également, le taux d'inoccupation dans le marché locatif a chuté de 3,3% à 2,2% entre 2015 et 2017. Ainsi, le niveau actuel des mises en chantier était à son plus haut niveau en cinq ans à la fin 2017. Cette cadence plus dynamique de construction résidentielle devrait se maintenir, en 2018 et 2019.

Finances publiques: La province est en voie de dégager un important surplus budgétaire pour l'année financière 2017-2018. La vigueur de l'activité économique à Halifax stimule les revenus autonomes. Pour une troisième année consécutive, le ratio de la dette nette au PIB nominal baisse. L'agence de crédit S&P a rehaussé l'an dernier la perspective rattachée à la cote de crédit à long terme A+ de la province de neutre à positive.



Taux d'inoccupation appartements - locatif



Île du Prince Édouard: Tourisme et immigration, deux pôles de croissance

Économie: L'IPE a dépassé son objectif d'accueillir plus d'un million de visiteurs restant au moins une nuit sur l'île en 2017, un record, malgré l'appréciation de la devise canadienne. L'influx migratoire international plus soutenu et leur intégration sur le marché du travail contribuent à relever le potentiel de l'économie. La production et l'expédition de biens durables manufacturiers compensent pour la perte de vitesse des exportations agroalimentaires.

Marché immobilier: Le faible inventaire de logements à vendre sur le marché du neuf a fait bondir la construction résidentielle. Près de 1 000 unités ont été construites en 2017. Le taux vacant sur le marché locatif à Charlottetown est aussi faible qu'à Vancouver et Toronto.

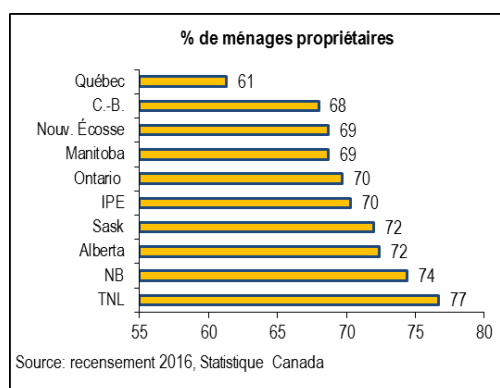
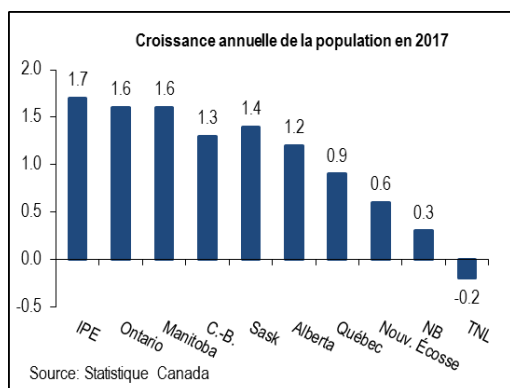
Finances publiques: La mise à jour de novembre dernier dévoilait une embellie des finances publiques. Un surplus de 1,1M\$ est prévu pour l'année financière 2017-2018, soit presque le double par rapport à la prévision du budget 2017 dévoilé en avril.

Terre-Neuve et Labrador: Situation économique et budgétaire fragile, la hausse du Brent arrive à point

Économie: Compte tenu de la fin de la phase de construction de projets d'envergure dans le secteur pétrolier (plateforme Hebron) et minier (nickel à Long Harbour), le niveau d'activité de construction non résidentielle se situe à son plus bas niveau en une décennie. Ainsi, la tendance baissière du nombre de travailleurs, en cours depuis 2013, est appelée à se poursuivre en 2018. Le léger rebond du PIB réel attendu, en 2018, proviendra de la production pétrolière de la plateforme Hebron. La plateforme Hebron ajoutera 80 000 barils/jour, soit un bond d'environ 35%, à la production journalière totale de la province. Donc, le léger regain de vie du PIB réel projeté, en 2018, ne reflètera pas une nette amélioration des conditions économiques sur le terrain. Par exemple, il serait étonnant que le revenu des ménages progresse rapidement puisque le taux de chômage se situe à 15%.

Marché immobilier: Le niveau des mises en chantier se situe à l'un de ses plus bas niveaux. Le nombre d'inscriptions sur le marché de la revente est à un niveau record. Le prix moyen de revente a reculé de 14% depuis trois ans.

Finances publiques: La situation des finances publiques demeure vulnérable. En moyenne, cette province de 500 000 habitants doit emprunter environ 2,3M\$ par jour sur les marchés afin de financer les dépenses publiques. Dans la plus récente mise à jour budgétaire de novembre, l'estimation du déficit pour l'année financière 2017-2018 est passée de 778M\$ à 852M\$. Malgré si le prix du Brent se situe près de 65\$ US, il s'est généralement retrouvé sous les attentes du budget 2017. Aussi, la devise canadienne est plus forte qu'attendue, pénalisant ainsi les rentrées fiscales. Finalement, les coûts supplémentaires entourant le projet hydroélectrique Muskrat Falls a fait bondir les besoins de financement de la Province de 400M\$ à 700M\$ pour l'année financière 2017-2018.



Croissance du PIB réel (%)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	1.0	1.4	2.9	2.1	1.8
T.-N.-L.	-1.7	1.9	-1.5	0.3	0.3
Î.-P.-É.	1.3	2.3	2.5	1.7	1.3
N.-É.	1.4	0.8	1.6	1.3	1.0
N.-B.	2.4	1.2	1.4	1.2	1.0
Québec	1.0	1.4	3.0	2.2	1.6
Ontario	2.9	2.6	2.8	2.1	1.9
Manitoba	1.3	2.2	2.4	1.9	1.9
Sask.	-1.0	-0.5	1.8	2.2	1.9
Alberta	-3.7	-3.7	4.1	2.7	2.4
C.-B.	3.5	3.5	3.3	2.3	2.3

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Croissance du PIB nominal (%)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	0.2	2.0	5.1	4.1	3.7
T.-N.-L.	-11.5	2.6	3.0	3.2	3.1
Î.-P.-É.	3.9	4.0	4.0	3.3	3.0
N.-É.	2.1	2.8	3.4	3.2	2.9
N.-B.	2.0	3.6	3.5	2.8	2.6
Québec	2.4	2.7	4.1	3.6	3.1
Ontario	5.0	4.3	4.4	4.0	3.8
Manitoba	3.3	2.3	4.8	3.8	3.8
Sask.	-5.4	-4.0	4.7	4.3	4.3
Alberta	-12.0	-4.9	7.9	5.3	5.5
C.-B.	4.0	4.8	5.9	4.3	4.4

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Croissance de l'emploi (en %)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	0.9	0.7	1.9	1.4	0.8
T.-N.-L.	-1.0	-1.4	-3.7	-1.0	-0.5
Î.-P.-É.	-1.0	-2.2	3.0	1.0	0.5
N.-É.	0.1	-0.4	0.7	0.6	0.5
N.-B.	-0.4	-0.1	0.4	0.7	0.1
Québec	1.0	0.9	2.2	1.7	0.7
Ontario	0.7	1.1	1.8	1.6	1.2
Manitoba	1.5	-0.5	1.6	1.0	0.8
Sask.	0.6	-0.9	-0.1	0.1	0.4
Alberta	1.2	-1.6	1.0	2.0	1.2
C.-B.	1.3	3.1	3.7	1.3	1.2

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Croissance de l'emploi (en milliers)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	154	134	337	258	149
T.-N.-L.	-2.4	-3.4	-8.5	-2.2	-1.1
Î.-P.-É.	-0.7	-1.6	2.1	0.7	0.4
N.-É.	0.4	-1.9	3.0	2.7	2.3
N.-B.	-1.6	-0.4	1.4	2.5	0.4
Québec	40.2	38.6	90.1	71.8	30.1
Ontario	47.0	75.3	127.7	114.0	86.9
Manitoba	9.5	-2.9	10.4	6.4	5.2
Sask.	3.2	-4.9	-0.5	0.6	2.3
Alberta	28.3	-36.5	23.4	45.8	28.0
C.-B.	29.9	71.7	87.6	32.1	30.0

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Inflation (%)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	1.1	1.4	1.6	1.8	1.8
T.-N.-L.	0.4	2.7	2.4	1.2	1.6
Î.-P.-É.	-0.6	1.2	1.8	1.8	1.7
N.-É.	0.4	1.2	1.1	1.6	1.6
N.-B.	0.5	2.2	2.3	1.7	1.7
Québec	1.1	0.7	1.1	1.4	1.5
Ontario	1.2	1.8	1.7	2.1	1.9
Manitoba	1.2	1.3	1.6	2.1	2.0
Sask.	1.6	1.1	1.7	2.1	1.9
Alberta	1.2	1.1	1.5	2.0	1.9
C.-B.	1.1	1.9	2.1	1.9	1.9

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Taux de chômage (%)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	6.9	7.0	6.3	5.9	5.8
T.-N.-L.	12.8	13.4	14.7	15.0	15.0
Î.-P.-É.	10.4	10.8	9.9	9.4	9.3
N.-É.	8.6	8.4	8.4	8.2	8.0
N.-B.	9.8	9.6	8.1	7.9	7.7
Québec	7.7	7.0	6.0	5.3	4.9
Ontario	6.7	6.6	6.0	5.4	5.2
Manitoba	5.6	6.2	5.4	5.3	5.2
Sask.	5.0	6.3	6.3	5.9	5.7
Alberta	6.0	8.1	7.8	6.6	6.1
C.-B.	6.1	6.0	5.1	5.1	4.9

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Croissance des ventes au détail (en %)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	2.6	5.1	6.7	4.6	4.3
T.-N.-L.	0.6	0.2	2.8	2.0	2.4
Î.-P.-É.	2.8	7.7	7.3	4.3	4.1
N.-É.	0.2	4.6	7.3	4.0	3.8
N.-B.	2.1	1.8	7.2	2.9	2.6
Québec	1.8	6.2	5.6	4.8	4.3
Ontario	5.5	7.1	6.7	4.8	4.5
Manitoba	1.6	4.2	3.9	3.7	3.5
Sask.	-2.9	2.2	4.3	3.3	3.2
Alberta	-4.0	-1.2	7.7	4.8	4.5
C.-B.	6.9	7.4	9.0	5.0	4.7

Source : Stat. Can.; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Mises en chantier (milliers d'unités)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	196	198	221	202	194
T.-N.-L.	1.7	1.4	1.4	1.2	1.2
Î.-P.-É.	0.6	0.6	1.0	0.7	0.6
N.-É.	3.8	3.8	4.0	3.7	3.6
N.-B.	2.0	1.8	2.3	2.0	2.0
Québec	37.9	38.9	46.3	41.5	37.0
Ontario	70.2	75.0	80.2	74.0	73.0
Manitoba	5.5	5.3	7.6	6.3	6.2
Sask.	5.1	4.8	5.0	4.8	4.8
Alberta	37.3	24.5	29.3	30.0	30.0
C.-B.	31.4	41.8	43.5	38.0	36.0

Source : SCHL; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Transactions rés. - marché de la revente (milliers d'unités)					
	2015	2016	2017	2018	2019
Canada	503	535	514	517	527
T.-N.-L.	4.2	4.1	3.9	3.6	3.5
Î.-P.-É.	1.7	2.1	2.1	2.0	1.9
N.-É.	9.4	10.1	10.6	10.0	9.7
N.-B.	6.7	7.4	7.9	7.7	7.6
Québec	74.1	78.1	82.6	84.0	85.0
Ontario	221.7	243.2	220.1	226.0	230.0
Manitoba	14.0	14.6	14.4	14.0	14.0
Sask.	12.3	11.3	11.1	10.9	10.8
Alberta	56.5	52.2	57.2	59.0	60.0
C.-B.	102.5	112.2	103.8	100.0	104.0

Source : ACI; Prévisions - VMBL Rech. Éco. et stratégie

Le présent document est publié à titre d'information seulement. Il ne doit pas s'interpréter comme un guide de placement ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'achat des titres qui y sont mentionnés. L'auteur est un employé de Valeurs mobilières Banque Laurentienne (VMBL), une filiale en propriété exclusive de la Banque Laurentienne du Canada. L'auteur a pris toutes les mesures usuelles et raisonnables pour vérifier si les renseignements qui figurent dans le présent document sont tirés de sources considérées comme étant fiables et que les procédures utilisées pour les résumer et les analyser sont fondées sur les pratiques et les principes reconnus dans le secteur des placements. Toutefois, les forces du marché sous-jacentes à la valeur des placements peuvent évoluer de façon soudaine et importante. Par conséquent, ni l'auteur ni VMBL ne peuvent donner quelque garantie que ce soit en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité de l'information, de l'analyse et des opinions qui figurent dans le présent document ou leur utilité ou pertinence dans une situation donnée. Vous ne devriez pas effectuer de placement ni procéder à une évaluation de portefeuille ou à une autre opération en vous fondant sur le présent document. Vous devriez plutôt consulter au préalable votre conseiller en placement, qui peut analyser les facteurs pertinents à un placement ou à une opération proposés. VMBL et l'auteur se dégagent de toute responsabilité de quelque nature que ce soit à l'égard de tout préjudice découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu contrevenant à la présente clause. Le présent rapport, y compris l'information, les opinions et les conclusions qui y figurent, en totalité ou en partie, ne peut être distribué, publié, mentionné ou reproduit de quelque manière que ce soit sans le consentement écrit préalable de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.